dodis.ch/7391

SWISS DIPLOMATIC MISSION
IN JAPAN
B.12.- We/k.

Tokio, le 25 janvier 1952.

POLITISCHES DEPARTEMENT
29. JAN. 1952 006992
REF. B.74.31.

Confidentiel

Monsieur le Ministre,

Le décision du Premier Ministre de traiter avec le gouvernement nationaliste de Formose continue à préoccuper les esprits. J'en veux pour preuve une conversation que j'ai eue hier avec M. Nishimura, chef du Bureau des traités au Ministère des affaires étrangères et qui, vous vous en souviendrez, a été la cheville ouvrière, du côté japonais, des négociations de paix. Il se prépare maintenant à discuter avec M. Dean Rusk l'accord administratif du traité de sécurité.

M. Nishimura a abordé spontanément le problème et parlé avec une franchise qui, même si l'on tient compte des relations très confiantes que j'entretiens avec lui, montre à quel point la lettre du Premier Ministre à M. Dulles a frappé les cercles dirigeants japonais. Voici son avis sur la question.

Selon lui, pour ceux qui connaissent l'intensité de la pression américaine, la décision du Premier Ministre n'a rien de surprenant. Les déclarations officielles faites tant à Washington par le "State Department" qu'à Tokio par le Gaimusho et affirmant que le chef du gouvernement japonais a pris librement sa décision, ne correspondent en aucune façon à la réalité. Cela dit, M. Nishimura qui, au Ministère des affaires étrangères, est considéré comme un des partisans les plus résolus de l'entente avec les puissances occidentales, estime que les Etats-Unis ont commis

---

Aux Affaires politiques
du Département politique fédéral,
Berne.

dodis.ch/7391

une grosse erreur en voulant amener le Japon à prendre dès maintenant une position définitive à l'égard de la question chinoise. Washington a été desservi par son désir de créer une situation sans équivoque dans cette partie du globe. Cette impatience a quelques chose d'un peu primitif et choquant et risque à longs termes de nuire à la cause américaine au Japon. Il va de soi que le Japon n'aurait pu se permettre, dans les circonstances actuelles et aussi longtemps qu'une tension aigüe se maintiendra entre les deux blocs de puissances, de se rapprocher politiquement de la Chine communiste. Il n'en a pas non plus le désir. En revanche, des contacts économiques entre le Japon et sa voisine ne pourraient être que profitables au groupe occidental en rendant moins dépendante de l'aide américaine l'économie nippone. De telles perspectives apparaissent dorénavant comme lointaines. Mon interlocuteur conclut en notant que Washington a péché par impatience, ce qui représente une faute cardinale lorsqu'il s'agit de l'Asie.

Venant d'une personnalité aussi intègre et ouverte aux idées occidentales que l'est M. Nishimura, ces réflexions sont intéressantes et représentatives sans doute d'un état d'esprit largement répandu dans les cercles dirigeants japonais.

Je voudrais, à la suite de ces propos précis, faire mention d'une rumeur persistante et à laquelle Sir Esler Dening, par exemple, m'a dit accorder créance. La lettre du Premier Ministre à M. Dulles aurait été en fait antidatée et rédigée non pas le 24 décembre mais durant la seconde semaine de janvier. L'adresse du Maréchal Staline au peuple japonais aurait en effet engagé M. Dulles à exiger du chef du gouvernement cette prise de position catégorique. Plusieurs indices, inutiles à mentionner ici, viennent corroborer cette thèse, selon laquelle aussi M. Yoshida aurait agi contre l'avis des fonctionnaires supérieurs du Gaimusho.

dodis.ch/7391

D'aucuns disent déjà aujourd'hui que le Premier Ministre n'a, ce faisant, engagé que sa seule autorité et non pas celle du gouvernement. Cela laisserait donc au Japon et à ses dirigeants certaines possibilités de manoeuvres.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

ch. Lleihl

Annexe:
texte de la lettre du Premier Ministre.